Les ministrables de la région Centre

Publication : mercredi 9 mai 2012 14:32

La République du Centre, 9 mai 2012

La présidentielle → après le 2nd tour

ÉLYSÉE 2012

Au 8 mai

Symbole fort hier : Nicolas Sarkozy et François Hollande ensemble au 8 Mai, à Paris. Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, s'y est aussi rendu, à la demande du président du Sénat.

Un chiffre

5 C'est le nombre de noms circulant pour le poste de Premier ministre : Jean-Marc Ayrault, Martine Aubry, Manuel Valls, Michel Sapin, Pierre Moscovici.

Nominations

François Hollande s'installera à l'Élysée le 15 mai. Il devrait nommer son gouvernement dans la foulée. Le premier Conseil des ministres devrait se tenir le 16 mai.

TRACTATIONS ■ François Hollande, président de la République, réfléchit à la composition du gouvernement

Les ministrables de la région Centre

Qui pourrait occuper un fauteuil à la table du conseil des ministres, le 16 mai ? Michel Sapin et Marisol Touraine (PS) ont toutes leurs chances.

Anne-Marie Courcimault

Faire marcher ses réseaux, monter à Paris, se spécialiser sur une thématique... Pour devenir ministre, on se montre, mais on ne pointe pas. Le Premier ministre proposé, le président dispose, en tenant compte des courants politiques. Qui, du Loiret et de la région Centre, pourrait entrer au gouvernement ?

Jean-Pierre Sueur étudierait la moitié des projets de loi

1 Jean-Pierre Sueur changera-t-il de poste ? À la question pourrait-il être ministrable, l'ancien maire PS d'Orléans et actuel sénateur répond : « Je suis au service de la République ». Comprenez : un poste de ministre ne se refuse pas. Il a d'ailleurs été secrétaire d'État chargé des Collectivités locales de mai 1981 à fin mars 1983.

Mais, à 65 ans, l'actuel président de la commission des lois au Sénat part sur une autre optique : « J'ai pris une lourde responsabilité puisque je suis le président de l'une des deux commissions les plus importantes du Sénat. La gauche compte une majorité de quelques voix seulement, et comprend quatre groupes, ce qui suscite des débats. Un texte sur deux (*les projets de loi regardés par l'Assemblée nationale et le Sénat*) va arriver devant le Sénat. Je suis dans l'état d'esprit de continuer ».

Ce rôle, qu'il assume avec diplomatie, aura une importance accrue, surtout dans l'hypothèse où l'Assemblée nationale deviendrait « rose » en juin. De quoi enthousiasmer et motiver ce fou de travail. Revers de la médaille (mais une partie des socialistes orléanais de la nouvelle génération pourrait apprécier) : il serait moins présent à Orléans.

2 Jusqu'où montera Michel Sapin ? Originaire de l'Indre, Michel Sapin est, à 60 ans, connu dans le Loiret. Non seulement en tant que chargé du programme présidentiel, mais aussi en tant qu'ancien président de la région Centre, de 1998 à 2000 et de 2004 à 2007. Une coupure expliquée par ses prises de fonctions gouvernementales : il a été ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État de mars 2000 à mai 2002. Auparavant, il avait occupé les fonctions de délégué auprès du ministre de la Justice (mai 1991-avril 1992), et de ministre de l'Économie et des Finances (avril 1992-mars 1993). En 2007, comblard, il quittait définitivement le conseil régional pour miser sur sa carrière politique nationale et de député. Certains le voient premier ministrable. Cet ami fidèle de François Hollande – ils sont de la promotion Voltaire à l'ENA et ont effectué leur service militaire dans la même unité – va cependant, à coup sûr, un poste clé. Jean-Marc Ayrault, le maire de Nantes, et Martine Aubry, première secrétaire du PS, étant plutôt pressentis comme premiers ministrables, Michel Sapin pourrait de nouveau prendre Bercy, donc redevenir ministre du Budget ou d'un super-ministère incluant les finances et l'économie. En période de crise, le monsieur économie du PS en a les capacités. Il sait que, sur ce sujet, « il n'y aura pas d'état de grâce ».

3 Marisol Touraine. Moins connue des habitants du Loiret, la fille du sociologue Alain Touraine est députée socialiste et présidente du conseil général d'Indre-et-Loire. Porte-parole du pôle « social, santé, handicap, personnes âgées » dans l'équipe de campagne présidentielle et secrétaire nationale du PS à la solidarité et à la protection sociale, elle pourrait – vous l'avez deviné – obtenir un poste de ministre dans le domaine du social et/ou de la santé. D'autres noms circulent aussi. Question des retraites, trou de la Sécurité sociale, accès aux soins : ce ministère sera complexe à gérer. D'autant que le programme sur la santé mérite, dit-on à gauche, d'être approfondi.

Déficit de notoriété

4 François Bonneau. L'actuel président socialiste de la région Centre, originaire d'Amilly, se garde bien de répondre à la question, se contentant d'une large sourire : « Cela ne se décrète pas à mon niveau ». Lui qui (comme Jean-Pierre Sueur) est installé à Paris au soir du premier tour, peut se targuer de connaissances pointues dans le domaine de la formation professionnelle et de l'éducation (il est principal de collège). À 58 ans, ce pro-Aubry (il s'est positionné pour elle aux primaires) a un déficit de notoriété nationale. Il a été le président de région le moins connu de ses administrés, ce qui, au final, l'a servi, grâce à un effet médiatique. Il a l'avantage d'être dans le séraï des présidents de collectivités – vivier gouvernemental – et d'apparaître comme un politique « normal », ancré dans la vie. Cela suffira-t-il ? Pas sûr. ■

Jean Zay, le martyr

Le Loiret a déjà donné des hommes d'État à la République française

Plusieurs personnalités du département sont devenues ministres par le passé, aussi bien à gauche qu'à droite.

Le plus marquant reste l'Orléanais Jean Zay, à qui François Hollande a rendu hommage en se rendant dans la capitale régionale durant sa campagne. Jean Zay a été ministre de l'Éducation nationale de juin 1936 à septembre 1939, avant de démissionner. Assassiné en 1944 par la milice, il a marqué l'histoire. On lui doit notamment la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans.

Plusieurs maires d'Orléans ont aussi eu des postes de ministres : Pierre Ségelle (figure du socialisme sous la IVe République, ministre de la Santé publique et de la Population en 1946-1947, puis ministre du Travail et de la Sécurité sociale au moment de la création du SMIG) ; Pierre Chevallier, secrétaire d'État à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports... une journée en 1951, puisqu'assassiné dès le lendemain ; Jacques Douffiagues (libéral de droite), ministre délégué aux Transports (de 1986 à 1988, sous le gouvernement Chirac), aujourd'hui décédé ; et Jean-Pierre Sueur (*lire ci-dessus*), ce qui lui vaut encore aujourd'hui à Orléans des « bonjour, monsieur le Ministre ».

L'on peut aussi citer Xavier Deniau, du Giennois, secrétaire d'État aux Départements et Territoires d'Outre-mer de juillet 1972 à mars 1973, et Henri Duvillard, ministre des Anciens combattants et victimes de guerre de 1967 à 1972. ■

PERSONNALITÉ. Jean Zay, ici avec ses fils, a marqué l'histoire. archives

REPÈRES

Cumul. Le président a décrété que les ministres ne seront pas des cumulards. Marisol Touraine ou François Bonneau ne pourraient ainsi rester à la présidence de leurs collectivités respectives.

Législatives. Le gouvernement est provisoire en attendant les élections des 10 et 17 juin. Un ministre qui se présenterait à la députation et qui serait battu quitterait le gouvernement (c'est la tradition). S'il gagnait, il ne serait pas député et aurait à démissionner de la présidence de sa collectivité. Les militants et la majorité PS de sa collectivité auraient à entériner un nouveau nom. Dans l'Indre, des voix réclament déjà une primaire.

Phoca PDF